

Jean-Jacques Burgard

LA BANQUE EN FRANCE

*Préface de Jacques de Larosière
gouverneur de la Banque de France*

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

&
DALLOZ

Table des matières

<i>Préface de Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France...</i>	13
<i>Avant-propos</i>	15

Chapitre I

La fonction des banques : l'intermédiation

<i>Section I. Définition générale</i>	18
1. Formulation juridique, 18. - 2. L'analyse économique, 19.	
<i>Section II. L'intermédiation vue à travers le cadre comptable : le bilan des banques</i>	22
1. Les grandes catégories d'opérations, 24. - 2. Les distinctions secondaires, 25. - 3. Illustration chiffrée, 26.	
<i>Section III. L'intermédiation vue à travers la comptabilité nationale</i>	28
1. Les agents non financiers, 30. - 2. Les intermédiaires financiers, 30.	

TITRE I

LE SYSTÈME FINANCIER FRANÇAIS

Chapitre II

La loi bancaire

<i>Section I. La structure de la profession</i>	36
1. La définition des établissements de crédit, 37. - 2. Les diverses catégories d'établissements de crédit, 39. - 3. L'organisation professionnelle, 40. - 4. Autres membres de la profession, 42.	
<i>Section II. Les autorités bancaires</i>	43
1. Le Conseil national du crédit, 43. - 2. Les deux comités, 44. - 3. La Commission bancaire, 46.	
<i>Section III. Dispositions diverses</i>	47
1. La protection de la clientèle, 47. - 2. Le crédit d'exploitation aux entreprises, 50. - 3. Le régime des prix, 50.	

Chapitre III

Les banques AFB

<i>Section I. Place des banques AFB dans le système financier français</i>	52
1. Les dépôts, 52. - 2. Les crédits, 53. - 3. Les guichets, 54. - 4. Les effectifs, 57.	
<i>Section II. Les structures bancaires</i>	59
1. Les progrès de la concentration, 60. - 2. Le développement international, 62. - 3. La spécialisation, 65.	

Section III. La modernisation des techniques	66
1. Les aspects du développement de l'informatique bancaire, 67. - 2. Effets du développement de l'informatique bancaire, 70.	

Chapitre IV

Les autres établissements de crédit

Section I. Etablissements de crédit autorisés à recevoir des dépôts à vue et à court terme	73
A. Les banques mutualistes ou coopératives	
1. Le Crédit agricole mutuel, 75. - 2. Le groupe des banques populaires, 79. - 3. Le Crédit mutuel, 82. - 4. Le Crédit coopératif, 84.	
B. Les caisses d'épargne et de prévoyance - Ecureuil	
1. Les caisses d'épargne, 85. - 2. Les sociétés régionales de financement (SOREFI), 87. - 3. Le CENCEP et la Caisse des dépôts et consignations, 88.	
C. Les crédits municipaux	
Section II. Les autres établissements de crédit	90
1. Les sociétés financières, 90. - 2. Les institutions financières spécialisées, 92.	
Section III. Les institutions financières nommément exclues de la loi bancaire ...	94
1. Le Trésor public, 94. - 2. La Banque de France, 94. - 3. Les services financiers de la Poste, 96. - La Caisse des dépôts et consignations, 97.	

Chapitre V

L'action de l'Etat

Section I. Le contrôle des banques	100
1. Conditions juridiques mises à l'exercice de la profession, 101. - 2. Conditions financières, 101. - 3. La surveillance des engagements des banques, 106.	
Section II. La politique monétaire	108
1. Le réescompte par l'Institut d'émission, 110. - 2. Les réserves obligatoires, 110. - 3. Les actions portant sur l'actif du bilan des banques, 111. - 4. La politique monétaire par les taux d'intérêt, 113.	
Section III. Les banques, instruments des interventions publiques	116
1. La sélectivité du crédit, 116 - 2. L'aide aux tâches de l'administration, 119.	

TITRE II

LES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

Généralités	125
--------------------------	-----

Chapitre VI

Les crédits d'exploitation courante

Section I. La mobilisation des créances commerciales	130
1. L'escompte des effets de commerce, 131. - 2. Le crédit de mobilisation des créances commerciales (CMCC), 134. - 3. La lettre de change relevé (LCR), 135.	
Section II. Les crédits de trésorerie	136
A. Les crédits par caisse	
1. L'avance en compte, 137. - 2. Le découvert mobilisable, 139.	
B. Les crédits garantis	
1. Les crédits garantis sur marchandises, 140. - 2. Les avances sur marchés publics, 141. - 3. La réserve de propriété, 143.	

<i>Section III. Le crédit d'exploitation</i>	145
1. Les défauts des pratiques actuelles, 145. – 2. L'idée d'un crédit global d'exploitation, 146. – 3. La cession de créances professionnelles, 147.	
<i>Section IV. Les engagements par signature à l'égard de la clientèle</i>	150
1. Les divers types de cautions bancaires, 151. – 2. Le rôle du banquier dans ces opérations, 152.	

Chapitre VII

Le financement des investissements

<i>Section I. Evolution historique</i>	156
<i>Section II. L'analyse de l'entreprise</i>	158
1. La nécessité d'une appréciation globale, 158. – Les approches, 159.	
<i>Section III. Les crédits d'investissement distribués par les banques</i>	161
1. Le moyen terme mobilisable, 162. – 2. Les crédits non réglementés, 165. – 3. Les formules de prêts bancaires aidés par l'Etat, 167.	
<i>Section IV. L'aide à l'apport de fonds propres aux entreprises</i>	171
1. Un substitut aux fonds propres : le crédit-bail, 171. – 2. Les concours indirects en fonds propres, 174. – 3. Les succédanés des fonds propres, 177. – 4. Les services rendus lors de l'évolution du capital des entreprises, 177.	

Chapitre VIII

Le financement du commerce extérieur

<i>Section I. Le paiement et le financement des importations</i>	181
1. Le crédit documentaire, 182. – 2. Les crédits de trésorerie, 184.	
<i>Section II. Les crédits à court terme à l'exportation</i>	185
1. Les crédits de préfinancement, 185. – 2. Les crédits de mobilisation de créances nées à court terme, 186	
<i>Section III. Les crédits à moyen et long terme à l'exportation</i>	187
1. Les différents types de crédits export à moyen et à long terme, 188. – 2. Les mécanismes de formation des taux fixes, 190. – 3. Les différentes formules de crédit, 191.	
<i>Section IV. Les autres financements</i>	193
1. Opérations commerciales, 193. – 2. L'implantation à l'étranger, 195.	

Chapitre IX

Les crédits aux particuliers

<i>Section I. Les crédits de trésorerie</i>	199
1. Statut du crédit à la consommation : la loi du 10 janvier 1978, 200. – 2. Les crédits destinés à financer des biens de consommation durables ou des services, 202. – 3. Les crédits destinés à financer des besoins passagers des particuliers, 204.	
<i>Section II. Les crédits à l'habitat</i>	206
1. Les prêts aidés : prêts d'accession à la propriété (PAP), 208. – 2. L'épargne-logement, 209. – 3. Le secteur administré : les prêts conventionnés, 211. – 4. Les prêts du secteur libre, 212. – 5. Considérations générales, 214.	

Chapitre X

Risques, garanties, prix du crédit

<i>Section I. Le risque bancaire</i>	218
1. La diversité du risque, 219. – 2. L'étendue du risque, 221. – 3. L'appréciation du risque, 223. – 4. La prévention et la division des risques, 226.	
<i>Section II. Les garanties</i>	228
1. Les sûretés personnelles, 228. – 2. Sûretés réelles, 230. – 3. L'efficacité des sûretés, 231. – 4. Le recours à l'assurance, 232.	
<i>Section III. Le prix du crédit</i>	234
1. Décomposition économique du prix du crédit, 235. – 2. Considérations juridiques, 238. – 3. Modalités pratiques, 239.	

TITRE III

LES RESSOURCES ET LA GESTION DES MOYENS DE PAIEMENT

Chapitre XI

Les ressources des banques

<i>Section I. Les dépôts de la clientèle</i>	247
1. Les comptes ordinaires (dépôts à vue), 248. – 2. Les autres ressources provenant de la clientèle, 253.	
<i>Section II. Les autres ressources à court ou moyen terme</i>	255
1. Les opérations interbancaires, 255. – 2. Les certificats de dépôts, 257.	
<i>Section III. Les capitaux permanents</i>	258
1. Les obligations, 259. – 2. Les fonds propres, 259.	

Chapitre XII

La gestion des moyens de paiement

<i>Section I. Les instruments</i>	263
1. Le chèque, 263. – 2. Le virement, 266. – 3. Les modes de paiement à l'initiative des créanciers, 267. – 4. Les cartes de crédit ou de paiement, 269.	
<i>Section II. Les circuits de recouvrement</i>	273
1. Les circuits papier, 273. – 2. L'ordinateur de compensation, 275. – 3. Le réseau international, 277.	

TITRE IV

LES BANQUES ET LE MARCHÉ FINANCIER

<i>Généralités</i>	281
1. Le mode d'intervention des banques, 281. – 2. Les titres de marchés, 282. – 3. Les marchés de capitaux, 284. – 4. Les réformes, 288.	

Chapitre XIII

Les banques et le marché financier : les émetteurs

<i>Section I. Les émissions</i>	291
1. Les émissions d'actions, 292. – 2. Les émissions d'obligations, 293.	
<i>Section II. Les opérations de bourse</i>	296
1. L'introduction en bourse, 296. – 2. Les offres publiques d'achat (OPA) et les offres publiques d'échange (OPE), 301.	
<i>Section III. La privatisation des sociétés nationales</i>	303
1. Les modalités, 303. – 2. Les réalisations, 306.	
<i>Section IV. Les services</i>	308
1. Les services administratifs, 309. – 2. Les services financiers, 310. – 3. Les services économiques, 311.	

Chapitre XIV

Les banques et le marché financier : les investisseurs

<i>Section I. L'épargne financière</i>	314
1. L'évolution de l'épargne financière des ménages, 314. – 2. La fiscalité de l'épargne financière, 316. – 3. Les incitations à l'investissement en valeurs mobilières, 318.	
<i>Section II. La gestion individuelle des valeurs mobilières</i>	321
1. Les services, 321. – 2. Les tâches administratives, 325.	
<i>Section III. La gestion collective</i>	328
1. Les sociétés d'investissement fermées, 329. – 2. Les sociétés d'investissement à capital variable (SICAV), 330. – 3. Les fonds communs de placement, 332.	
<i>Section IV. La protection des investisseurs</i>	333
1. L'information, 334. – 2. La poursuite des délits, 335. – 3. La déontologie, 335.	

Chapitre XV

La transformation des marchés de capitaux

<i>Section I. Les causes de la transformation</i>	340
1. L'ampleur des besoins, 340. – 2. La déréglementation, 341. – 3. La technologie, 342.	
<i>Section II. La bourse</i>	348
1. La modernisation des procédures, 344. – 2. La réforme des structures, 348.	
<i>Section III. Les opérations de trésorerie</i>	349
1. Les risques, 350. – 2. Les instruments, 350. – 3. Les marchés, 352.	
<i>Section IV. Le marché à terme d'instruments financiers (MATIF)</i>	353
1. Organisation, 353. – 2. Les contrats, 354. – 3. Les intervenants, 355. 4. Fonctionnement du marché, 357.	
<i>Postface</i>	359
<i>Annexe. Initiatives européennes en matière bancaire et financière</i>	361
<i>I. Législation et supervision bancaires</i>	361
<i>II. Problèmes monétaires et fiscaux</i>	363

<i>III. Marché financier et valeurs mobilières</i>	365
<i>IV. Systèmes de paiement et technologie</i>	366
<i>Bibliographie</i>	369
<i>Index</i>	375